

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Aides d'Etat : révision du "paquet Altmark"

La communication (COM(2011) 146) adoptée par la Commission européenne le 23 mars 2011 est destinée à lancer la débat sur la révision du paquet dit "Altmark" de 2005 (voir bulletin 178/179) sur les compensations d'obligations de service public en faveur des services d'intérêt économique général (SIEG) qui expire en novembre 2011. Cette communication et le rapport qui l'accompagne font suite à une consultation publique menée de juin à septembre 2010.

L'objectif est d'élaborer des outils plus clairs, plus simples et mieux proportionnés. A cette fin, la communication envisage, notamment ♦ de clarifier des notions clés, comme, par exemple, la distinction à opérer entre activités économiques et non économiques ; les limites imposées aux États membres lorsqu'il s'agit de qualifier une activité de service d'intérêt économique général ; la fourniture à moindre coût des SIEG ; l'interaction avec les règles sectorielles applicables aux SIEG ♦ d'adopter une approche plus diversifiée et proportionnée à l'égard des différents types de services publics : notamment, simplifier l'application des règles pour certains types de services publics de petite envergure, fournis à l'échelon local et ayant un impact limité sur les échanges entre États membres, ainsi que pour certains services sociaux ; accorder davantage de poids aux considérations liées à l'efficacité et à la concurrence dans le cas des services commerciaux à grande échelle ayant clairement une dimension européenne ; pour ceux-ci, "les règles actuelles ne tiennent pas compte du niveau des coûts supportés par un prestataire de SIEG par rapport à ceux d'une entreprise bien gérée, ce qui tend à faire obstacle au bon fonctionnement des marchés et pourrait, en définitive, nuire à la qualité des services et à l'efficacité des dépenses publiques".

Une consultation du Parlement européen, du Conseil, du Comité économique et social, du Comité des régions, des États membres et des "parties intéressées" sur les projets de nouvelle décision et de nouvel encadrement sur les SIEG est prévue d'ici juillet 2011. Le réexamen du projet (ou "paquet post Altmark") doit se clore en novembre. On peut regretter que la Commission s'en tienne à l'application de l'article 106-3 TFUE, qui lui permet de décider seule après de consultations formelles, alors que l'article 14 TFUE permettrait de mettre en œuvre la procédure législative ordinaire (co-décision), qui donnerait plus de légitimité à la décision.

Le réexamen du paquet s'inscrit dans le cadre des objectifs plus larges de la Commission dans le domaine des services d'intérêt général, est-il rappelé en se référant à la proposition 25 de la communication "Vers un acte pour le marché unique" d'adopter en 2011 une communication accompagnée d'un ensemble d'actions sur les SIG (voir bulletin 273).

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/sgei.html#review

State aid: revision of the "Altmark package"

The Communication (COM (2011) 146) adopted by the European Commission on 23rd March 2011 is aimed at initiating a debate on the revision of the package called "Altmark" of 2005 (see Bulletin 178/179) on compensation for public service obligations regarding services of general economic interest (SIEG) which expires in November 2011. This communication and the accompanying report is a follow up to a public consultation which ran from June to September 2010.

The objective is to develop tools which are clearer, simpler and more proportionate. To this end, the Communication plans to, in particular, ♦ clarify some key concepts, such as, the distinction that is to be made between economic and non economic activities; the limitations imposed upon Member States when it comes to qualifying an activity as a service of general economic interest; the provision of SGEI at the lowest possible cost; interaction with sector-specific rules which are applicable to SGEI ♦ adopt a more diversified and proportionate approach with regard to different types of public services: in particular, to simplify the application of rules for certain types of small scale public services, which are locally available and which have a limited impact on trade operations between Member States, as well as for certain social services; provide more weight to matters related to efficiency and to competition in the case of large-scale commercial services which have a readily apparent European dimension; "the current rules do not take into account how the costs incurred by an SGEI provider compare with those that a well-run undertaking is subjected to, a situation which tends to distort the proper functioning of markets and which may ultimately harm the quality of service provided as well as the efficiency of public spending".

A consultation run by the European Parliament, the Council, the Economic and Social Committee the Committee of the Regions, Member States and "stakeholders" on drafts for a new decision and a new framework on SGEI is expected by July 2011. The review of the draft (or post Altmark package) should be completed in November. It is unfortunate that the Commission insists on adopting the application of Article 106-3 TFEU, which enables it to make decision on its own, after formal consultations, whereas Article 14 TFEU would have made it possible to implement the normal legislative procedure (co-decision), which would give more legitimacy to the decision.

The review of the package is part of the broader objectives of the Commission in the area of services of general interest, is it recalled here by referring to the proposal 25 of the Communication "Towards a Single Market Act", to adopt, in 2011, a communication accompanied by a set of actions on SGI (see bulletin 273).

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/sgei.html#review

Acte pour le marché unique

Le Parlement européen a adopté à une très forte majorité, le 6 avril 2011, trois résolutions non législatives en réponse à la consultation sur l'Acte pour le marché unique lancée par la Commission européenne le 27 octobre 2010 (voir bulletin 273). Chacune de ces résolutions porte sur un pilier de l'Acte.

- ♦ Un marché unique pour les Européens ; le rapport de A.F.C. De Campos (S&D, Portugal) insiste, notamment, sur la mobilité des citoyens, la protection des consommateurs, le détachement des travailleurs, l'accès à certains services bancaires de base, le cadre juridique pour les fondations, les mutuelles et les associations, le problème des frais d'itinérance. Deux points de cette résolution méritent une particulière attention :

Au point 55, le rapport "estime que l'Acte pour le marché unique devrait proposer des voies par lesquelles le secteur public pourrait mieux impliquer les entreprises dans la promotion de configurations innovantes pour la fourniture de services publics ; il invite la Commission et les États membres, sur la base de leurs compétences respectives, à veiller à ce que les services d'intérêt économique général (SIEG), y compris les services sociaux d'intérêt général (SSIG), soient assurés dans un cadre leur permettant d'être accessibles à tous, de qualité et abordables, ainsi que répondant à des règles claires de financement en fournissant aux pouvoirs publics une boîte à outils pour évaluer la qualité des dits services ; estime que la Commission devrait prendre des initiatives sectorielles en mettant à profit toutes les options à sa disposition, sur la base de l'article 14 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du protocole 26 annexé aux traités et en conformité avec ceux-ci, afin de garantir que les SIEG et les SSIG peuvent être fournis à un niveau approprié, conformément au principe de subsidiarité".

Au point 47, le rapport "se félicite de l'intention de la Commission de prendre en compte, le cas échéant, l'impact social de toute proposition législative sur le marché unique dans le but de prendre des décisions politiques mieux informées et davantage fondées sur des faits ; encourage à proposer une batterie d'indices, qui pourraient être utilisés pour évaluer l'impact social de la législation ; estime que cette évaluation d'impact devrait faire partie intégrante d'une évaluation de tous les impacts pertinents d'une proposition (c'est-à-dire financier, environnemental, sur la compétitivité, l'emploi et la croissance)".

- ♦ Renforcer la gouvernance et le partenariat : le rapport de Sandra Kalniete (PPE/Lituanie) appelle à un leadership politique plus fort. Notamment : il demande que chaque session de printemps du Conseil européen soit dédiée à l'évaluation de l'état du marché unique, à l'aide d'un processus de suivi ; il demande que la Commission fasse pleinement usage des modifications introduites par l'article 260 du TFUE pour simplifier et accélérer l'imposition de sanctions financières dans le contexte des procédures d'infraction ; il demande que la Commission publie un livre vert sur les lignes directrices pour les consultations publiques des institutions de l'UE afin de se mettre à la portée de tous les citoyens ordinaires (langues officielles de l'Union, langue facilement compréhensible) ; il se félicite de l'intention de la Commission de lancer une consultation publique sur une approche européenne du recours collectif

- ♦ Un marché unique pour les entreprises et la croissance : le rapport de Christian Busoi (ALDE, Roumanie), notamment : insiste, sur la nécessité de financer d'importants projets transfrontaliers d'infrastructures dans l'énergie, le transport et les télécommunications ; invite la Commission à revoir la législation relative aux marchés publics et aux partenariats public-privé et demande une législation claire assurant la sécurité juridique des opérateurs économiques et des autorités contractantes.

Le Comité économique et social européen a adopté le 15 mars 2011 son avis sur un "Acte pour le marché unique" (INT/548). Cet avis ne fait pas une étude approfondie de toutes les propositions que contient l'Acte, mais présente une approche globale qui va "au delà de l'articulation artificielle de l'Acte autour de trois piliers" et souhaite des propositions présentant "davantage de cohérence et d'interdépendance entre les différentes mesures".

The single market Act

The European Parliament, on 6th April 2011, adopted, by an overwhelming majority, three non-legislative resolutions in response to the consultation on The single market Act launched by the European Commission on 27th October 2010 (see Bulletin 273). Each of these resolutions concerns a pillar of the Act.

- ♦ A single market for Europeans; the report by A.F.C. De Campos (S & D, Portugal) stresses, in particular, on the mobility of citizens, consumer protection, posting of workers, access to certain basic banking services, the legal framework for foundations, mutual companies and associations and the problems relating to roaming charges. Two points of this resolution call for special attention:

- ♦ In paragraph 55, the report "considers that the Single Market Act should propose ways in which the public sector can better involve businesses in promoting innovative arrangements for the provision of public services; it calls on the Commission and the Member States, on the basis of their respective competences, to ensure that services of general economic interest (SGEI), including social services of general interest (SSGI), are secured within a framework which renders it possible for them to be universally accessible, of high quality, affordable and, that they respect clear financing rules by providing public authorities with a 'tool-kit' to evaluate the quality of such services; believes that the Commission should take sector-specific initiatives making full use of all options available, based on and consistent with Article 14 of the Treaty on the Functioning of the European Union and Protocol 26, annexed to the treaties, in order to ensure that SGEI and SSGI can be provided at an appropriate level, in keeping with the principle of subsidiarity".

- ♦ In paragraph 47, the report "welcomes the Commission's intention to take account of the social impact of proposed legislation concerning the Single Market, whenever necessary, in order to make better informed and more evidence-based political decisions; encourages the Commission to propose a set of indicators which could be used to assess the social impact of the legislation; considers that this impact assessment should be undertaken as part of an integrated assessment that considers all relevant impacts of a proposal (i.e. financial and environmental and on competitiveness, job creation and growth)".

- ♦ Strengthening the governance and partnership: the report by Sandra Kalniete (EPP / Lithuania) calls for stronger political leadership. In particular: it requires that each spring session of the European Council be dedicated to assessing the state of the single market, through a monitoring process; it requires that the Commission make full use of the amendments introduced by the Section 260 TFEU to simplify and accelerate the imposition of financial sanctions in the context of infringement proceedings; it requires that the Commission publish a Green Paper on guidelines for public consultations of the EU institutions in order to bring them within reach of all ordinary citizens (EU official languages, easily understandable language) and, welcomes the intention of the Commission to launch a public consultation on a European approach regarding collective redress.

- ♦ A single market for businesses and for growth: the report by Christian Busoi (ALDE, Romania) deals, in particular, with: emphasizing on the need to finance large cross-border infrastructure projects for energy, transport and telecommunications; calling the Commission to review the legislation on public procurement and public-private partnerships and, demanding a clear legislation providing legal certainty for economic operators and contracting authorities.

The Economic and Social Committee, on 15th March, 2011, adopted its opinion on a "single market Act" (INT/548). This opinion does not provide a comprehensive study of all the proposals contained in the Act, but has a holistic approach that goes "beyond the artificial division of the Single Market Act into three pillars" and calls for proposals which provide "more coherence and mutual interdependence between the different measures".

Il estime qu'une "communication ouverte portant sur la valeur ajoutée et les défis est tout à fait primordiale pour obtenir le soutien de l'opinion publique". "Il est essentiel de tenir compte de la réalité sur le terrain et des véritables préoccupations des citoyens". Il recommande à la Commission d'intégrer pleinement la charte des droits fondamentaux dans le marché unique " et "d'inviter les États membres qui bénéficient d'une clause de non-participation à l'adopter."

Le CESE se prononce sur les services d'intérêt général : "En 2011, la Commission européenne envisage d'adopter une communication et une série de mesures consacrées aux services d'intérêt général. Le CESE se félicite de l'initiative qui vise à soutenir l'évaluation des services publics et à abolir les obstacles qui s'opposent à un accès universel et renouvelle sa demande d'une directive-cadre contraignante. L'objectif de la communication et des autres mesures ayant trait aux services publics devrait être de soutenir les États membres qui souhaitent développer et améliorer leurs services publics conformément au protocole sur les services d'intérêt général. L'évaluation des services publics devrait inclure un examen critique et approfondi des libéralisations antérieures et tous les principaux acteurs concernés devraient y prendre part. Le CESE est tout particulièrement préoccupé par le maintien des normes de qualité et de l'accessibilité, y compris la possibilité de changer facilement de prestataire afin de renforcer la concurrence. L'UE devrait acquérir une plus grande expertise et améliorer sa capacité à évaluer l'impact qu'auront toutes les initiatives du marché unique ainsi que les autres initiatives européennes sur le secteur des services publics, conformément au protocole sur les services d'intérêt général."

On relèvera également que le CESE, notamment : soutient l'initiative visant à améliorer les services bancaires de base, ainsi que la transparence et la comparabilité des frais bancaires ; est favorable à ce que le marché unique de l'énergie joue son rôle et garantisse un approvisionnement abordable, sûr et durable à ses consommateurs , "mais il convient de renforcer les normes minimales communes" ; se prononce pour le statut de société privée européenne, de fondation européenne, de mutuelle européenne,

Par ailleurs, le CESE "accueille favorablement la proposition de la Commission de lancer une consultation publique sur la gouvernance d'entreprise [...] Lors de cette consultation publique, il conviendra d'examiner les manières d'améliorer la transparence de l'information fournie par les entreprises sur les matières sociales, l'environnement et les droits de l'homme". Sur la proposition législative annoncée par la Commission visant à améliorer la mise en œuvre de la directive sur le détachement des travailleurs, "qui sera susceptible d'inclure ou de recevoir en complément une clarification de l'exercice des droits sociaux fondamentaux dans le contexte des libertés économiques du marché unique", le CESE estime qu'il s'agit d'un "acte juridique supplémentaire" portant sur l'amélioration de la mise en œuvre de cette directive. Par conséquent " il convient de fonder tout réexamen de la législation existante ou toute proposition législative nouvelle sur une consultation avec les partenaires sociaux et sur le respect de l'équilibre entre normes du travail élevées et libertés économiques". En matière de marchés publics, "le réexamen des directives de l'UE en la matière devrait permettre de tirer pleinement parti du cadre actuel pour inclure dans les marchés publics des critères sociaux et environnementaux, sous réserve qu'ils soient cohérents avec les principes fondamentaux du droit de l'Union et sur la question de l'ouverture des marchés publics avec les pays tiers " Il y a lieu d'étudier jusqu'à quel point les marchés publics de l'UE peuvent rester durablement ouverts alors que des pays tiers continuent à user de pratiques discriminatoires".

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.int-opinions.15451>

Le Comité des Régions a, pour sa part, adopté, le 1^{er} avril 2011, le rapport de Jean-Louis Destans (S&D, France) sur la proposition d'Acte pour le marché unique. La version consolidée n'étant pas encore disponible, nous y reviendrons dans le prochain bulletin.

It considers that "open communication concerning the added value and challenges is of paramount importance in order to gain public support." "It is important to take into account the reality on the ground and the real concerns of citizens." It recommends that the Commission should fully integrate the Charter of Fundamental Rights in the Single Market" and "should invite those Member States that have an opt-out to adopt it"

The EESC has given its opinion on services of general interest: "the European Commission undertakes to adopt, by 2011, a Communication and a series of measures devoted to services of general interest. The EESC welcomes the initiative which aims to support the evaluation of public services and to remove obstacles which are causing serious hindrances to universal access and, it reiterates its request for a binding framework directive. The aim of the Communication and of other measures that have some bearing on public services should be to support Member States in developing and improving their public services in accordance with the SGI protocol on services of general interest. The evaluation of public services should include a critical and in-depth assessment of previous liberalisations and be carried out with the participation of all major stakeholders. The EESC is especially concerned about sustaining quality standards and accessibility including the possibility for users to easily switch providers in order to increase competition. The EU should acquire the highest expertise and improve its ability to assess the impact of all the Single Market initiatives as well as other European initiatives on public services, in conformity with the protocol on services of general interest".

It will also be noted that the EESC, among other things: supports the initiative aimed to improve basic banking services, as well as transparency and comparability of bank charges, is in favour of making certain that the single energy market plays its role and ensures affordable, safe and sustainable supply to its consumers, "but that it necessary to strengthen common minimum standards"; advocates the European Private Company Statute, the European Foundation and European Mutual,

Furthermore, the EESC "positively welcomes the Commission's proposal to launch the public consultation on corporate governance [...]. During this public consultation, it would be advisable to look into how to improve the transparency of information provided by businesses on social and environmental matters as well as on human rights". Regarding the legislative proposal announced by the Commission and aimed at improving the implementation of the Posting of Workers Directive, "which is to include or be supplemented by a clarification of the exercise of fundamental social rights within the context of the economic freedoms of the Single Market", the EESC believes that it is an "additional legal act" on the improved implementation of this Directive. Therefore "any review of the existing legislation or any new legislative act should be based on consultation with the social partners and on the balance between high labour standards and economic freedoms." As regards public procurement, "the review of the EU public procurement directives should allow for full exploitation of the current framework for the integration of social and environmental criteria into public contracts, provided that such criteria are in line with the fundamental principles of EU law and on the issue of opening up public procurement with third party countries". It is necessary to examine how far the EU public procurement can remain sustainably open, while the third countries continue to engage in discriminatory practices. "

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.int-opinions.15451>

The Committee of Regions, for its part, on 1st April 2011, adopted the report by Jean-Louis Destans (S & D, France) on the proposed Single Market Act. Since the consolidated version of the report is at present not available, we shall come back to it our next newsletter.

Livre blanc transports

Sous le titre "Feuille de route pour un espace européen unique des transports – Vers un système de transport compétitif et économe en ressources", la Commission européenne a adopté, le 28 mars 2011, son Livre blanc pour les transports (COM(2011) 144). Stratégie globale à l'horizon 2050, ("Transports 2050") se fixe deux objectifs : mettre en place un système de transport compétitif, qui favorisera la mobilité. éliminera les principaux obstacles qui subsistent dans des domaines clés et alimentera la croissance et l'emploi, réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des importations de pétrole et faire baisser de 60 % ses émissions de carbone liées aux transports d'ici à 2050.

"Transports 2050" fixe des objectifs spécifiques pour différents types de déplacements :

- ♦ déplacements interurbains (plus de 300 km) : à terme, 50 % du transport routier de passagers et de fret sur moyenne distance devrait être assurés par voie ferroviaire et par voie navigable ; d'ici à 2030 un réseau de base parfaitement fonctionnel et d'envergure européenne doit permettre de passer de façon optimale d'un mode de transport à l'autre ("réseau de base RTE-T"), afin d'obtenir d'ici à 2050 un réseau de haute qualité et de grande capacité ; progresser vers la pleine application des principes de "l'utilisateur payeur" et du "pollueur payeur" et impliquer le secteur privé, afin d'éliminer les distorsions, de générer des recettes et d'assurer le financement de futurs investissements dans les transports.

- ♦ déplacements sur grandes distances et transport de fret intercontinental : les transports aériens ou maritimes continueront de dominer mais de nouveaux moteurs, carburants et systèmes de gestion du trafic leur permettront de gagner en efficacité et de réduire leurs émissions, notamment : 40 % de carburant durable à faible teneur en carbone dans l'aviation d'ici à 2050, réduction de 40% des émissions de CO₂ provenant du transport maritime, achèvement du "Ciel unique européen" en 2020.

- ♦ transports urbains : réduction de moitié du nombre de véhicules à carburant "traditionnel" d'ici à 2030 et élimination progressive des villes d'ici à 2050 ; d'ici à 2030 l'essentiel du transport de marchandises dans les grands centres urbains devrait se faire sans émission de CO₂.

En tout, "Transports 2050" propose 131 initiatives dans quarante domaines d'action. Les ressources nécessaires sont évaluées à 1 500 milliards d'euros pour le développement des infrastructures d'ici 2030, 550 milliards pour l'achèvement du réseau RTE-T d'ici 2020, 1 000 milliards pour atteindre les objectifs de réduction des émissions.

Un document de travail (SEC(2011)391) accompagne le Livre blanc (publié dans une seule langue). Au point 137 il est dit que "le règlement 1370/2007 demande aux Etats membres de fournir à la Commission un rapport sur l'avancement progressif de l'attribution des contrats publics en juin 2015 [selon les modalités prévues au règlement, article 8.2]. Sur la base de ces rapports et d'autres études et leçons provenant des secteurs aérien et maritime, la Commission proposera une initiative pour l'introduction d'appels d'offres concurrentiels pour les contrats de services publics, destinés à assurer la fourniture efficace de services de haute qualité" [trad. CELSIG]. déstabilisant ainsi l'essentiel du règlement. Rappelons que c'est justement cette possibilité pour les collectivités locales de fournir les services "in house" sans mise en concurrence que refusait la Commission et que souhaitait le législateur qui a bloqué l'adoption de ce règlement pendant des années (bulletin 180). La Commission a le droit de conserver son opinion et de vouloir proposer de revenir sur le contenu d'un règlement, mais elle doit l'afficher clairement, en toute transparence, surtout sur un sujet aussi sensible, afin que le débat soit loyal.

[http://ec.europa.eu/transport/strategies/doc/2011_white_paper/white_paper_com\(2011\)_144_fr.pdf](http://ec.europa.eu/transport/strategies/doc/2011_white_paper/white_paper_com(2011)_144_fr.pdf)

http://ec.europa.eu/transport/strategies/doc/2011_white_paper/white_paper_working_document_en.pdf

Transport White Paper

Under the title "Roadmap to a Single European Transport Area – Towards a competitive and resource efficient transport system", on 28th March 2011 the European Commission adopted a White Paper on transport (COM (2011) 144). Global strategy for 2050 ("Transport 2050") has two objectives: to establish a competitive transportation system, which will promote mobility, eliminate remaining main obstacles still persistent in key areas and which will fuel growth and employment, reduce Europe's dependence on imported oil and reduce by 60% carbon emissions related to transport, by 2050.

"Transport 2050" sets specific targets for different types of journey:

- ♦ intercity travel (more than 300 km); 50% of all medium-distance passenger and freight transport should shift off the roads and onto rail and waterborne transport; by 2030 a fully functional core network and of European scale should make it possible to shift, in an optimal way, from one mode of transport to another ("TEN-T core network"), in order to achieve, by 2050, a network of high quality and high capacity; move towards the full application of "user pays" and "polluter pays" principles and, the private sector engagement in order to eliminate distortions, generate revenues and ensure financing for future transport investments.

- ♦ travel over long distances and intercontinental freight transport: air travel and ships will continue to dominate, however, the development of new engines, fuels and traffic management systems will enable them to gain in efficiency and to reduce emissions, in particular: 40% of sustainable fuel with low carbon content in aviation by 2050, 40% reduction in CO₂ emissions from shipping and the completion of the "Single European Sky" in 2020.

- ♦ urban transport: cutting down by a half the number of "conventionally" fuelled cars by 2030 and progressive phasing them out from cities by 2050; by 2030 the bulk of freight transport in major urban centers should be accomplished with no CO₂ emissions.

In all, "Transport 2050" includes 131 initiatives in forty areas of action. The necessary resources are estimated at 1 500 billion for infrastructure development by 2030, 550 billion for the completion of the TEN-T by 2020, 1 000 billion to achieve the objectives of reducing emissions.

A working document (SEC (2011) 391) accompanies the White Paper (it is published in only one language). In paragraph 137 it is stated that "Regulation 1370/2007 requires Member States to provide the Commission with a progress report with regard to the award of public contracts by June 2015 [in accordance with the laid down arrangements article 8.2]. On the basis of these reports and other studies and lessons from the air and maritime sectors, the Commission will propose an initiative for the introduction of competitive tendering for public service contracts, aimed at ensuring the efficient provision of high quality services", in so doing destabilizing the essential part of the regulation. It should be remembered that it is precisely this possibility for local communities to provide "in house" services without any competition that the Commission was opposed to and of which the legislator was in favour of, who then went on to block the adoption of this regulation for years (bulletin 180). The Commission has the right to maintain its opinion and to put forward a proposal to reconsider the content of a particular regulation, however, it must declare its intention clearly, in complete transparency, especially on such a sensitive subject, in order to render the debate fair.

[http://ec.europa.eu/transport/strategies/doc/2011_white_paper/white_paper_com\(2011\)_144_en.pdf](http://ec.europa.eu/transport/strategies/doc/2011_white_paper/white_paper_com(2011)_144_en.pdf)

http://ec.europa.eu/transport/strategies/doc/2011_white_paper/white_paper_working_document_en.pdf

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Pour recevoir par e-mail. *To receive by E-mail* www.celsig.org